



Connaître et comprendre le pacte budgétaire



Auteur : Jean-Dominique
Giuliani

Le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire a été signé le 2 mars 2012 par 25 Etats membres de l'Union européenne (sans le Royaume-Uni et la République tchèque). Il a été ratifié à ce jour par 13 d'entre eux (dont 9 de la zone euro). Il entrera en vigueur dès lors que 12 Etats dont la monnaie est l'Euro (on en compte 17) l'auront ratifié. Les signataires ont souhaité qu'il s'applique au 1er janvier 2013. La Fondation Robert Schuman publie une note argumentaire du président de la Fondation, Jean-Dominique Giuliani, pour tout savoir sur le pacte budgétaire. Cette étude est accompagnée de trois fiches synthétiques sur la règle d'or (définition, objectifs et conséquences) écrites par Sébastien Richard ainsi qu'une note explicative et un tableau des ratifications du traité par pays.

[Lire la suite](#)

Sommaire

A la une ! : Atlas/UE - France/Allemagne **Elections** : Ukraine **Crise financière** : Confiance/Economie - MES - Transactions financières - Espagne - France - Grèce - Italie - Portugal **Commission** : Transports - Boeing - E-cloud - Culture/Création - Santé **Parlement** : Banques - Finances **Conseil** : Budget - Agriculture/Pêche - Défense **Cour** : Asile **Allemagne** : Trading - Helmut Kohl - SPD **Espagne** : Aide/Banques - Budget 2013 **France** : Budget 2013 **Luxembourg** : UE/Russie **Défense** : EADS/BAE **Conseil de l'Europe** : Ukraine **ONU** : Assemblée générale **Eurostat** : Inflation - Chômage **Eurobaromètre** : Espace **Etudes/Rapports** : Emploi - Conflits - Zone euro **Culture** : Expo/Karlsruhe - Exposition/Amsterdam - Expo/Anvers - Klimt/Vienne - Expo/Rome

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

A la une ! :

Pour tout savoir sur l'Europe, commandez l'Atlas de la Fondation



"L'Atlas permanent de l'Union européenne" publié par la Fondation Robert Schuman et co-dirigé par Jean-Dominique Giuliani et Pascale Joannin, respectivement président et directrice générale de la Fondation, est le premier atlas sur l'Europe qui présente non seulement les 27 Etats membres mais aussi l'Union européenne et la zone euro.

C'est l'ouvrage de référence à commander sur le site de la Fondation pour tout savoir sur l'Europe... [Lire la suite](#)

La France, l'Allemagne et vous?



Le cinquantenaire du traité de l'Elysée sera célébré le 22 janvier 2013. Pour permettre aux citoyens français et allemands de dire comment ils vivent et ressentent la relation entre leurs deux pays, le groupe Radio France, les radios publiques allemandes Deutschlandradio, ARD, Saarländischer Rundfunk et Arte ont décidé de diffuser une grande enquête commune auprès de leur public. Que vous soyez citoyens français ou allemands, la Fondation Robert Schuman qui soutient ce projet vous invite à répondre aux 26 questions sur la façon dont vous vivez la relation franco-allemande et l'Europe... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Elections :

Analyse des élections législatives en Ukraine un mois avant la tenue du scrutin



Les Ukrainiens désigneront le 28 octobre prochain les 450 membres du Parlement, Verkhovna Rada, élus pour 5 ans : 225 députés seront désignés au scrutin de liste et 225 au scrutin majoritaire. Le pourcentage des suffrages exprimés qu'un parti doit recueillir pour être représenté au Parlement est de 5%. 5 771 personnes sont officiellement candidates, 2 644 dans les circonscriptions votant au système proportionnel et 3 127 dans celles se prononçant au scrutin majoritaire. La campagne électorale se déroule dans une atmosphère singulière puisque l'ancienne Premier ministre et leader de l'opposition, Ioulia Timochenko, est actuellement derrière les barreaux. Elle n'a pas été autorisée à se présenter aux suffrages des électeurs... [Lire la suite](#)

Crise financière :

Baisse de l'indice de confiance au sein de l'Union européenne



Pour le septième mois consécutif, l'indice de confiance auprès des consommateurs et des chefs d'entreprise est tombé à 85 points (-1,1 par rapport à août 2012). Cette crise de confiance est à son pic auprès des commerces de détail et des consommateurs qui craignent pour la santé de l'économie dans son ensemble. Seul le secteur de la construction semble aller mieux (+1,2). A titre de comparaison, cet indice s'est fortement dégradé en France, aux Pays-Bas et en Allemagne, a contrario de l'Espagne, où cet indice est à la hausse (+1,3). Pour l'ensemble de l'Union européenne, l'indice de confiance a baissé de 0,9 points... [Lire la suite](#)

Entrée en vigueur du MES



Le 27 septembre 2012, le président de l'eurogroupe, Jean-Claude Juncker, a annoncé l'entrée en vigueur du mécanisme européen de stabilité. L'Allemagne l'a en effet ratifié, et l'Estonie devrait le faire dans les prochains jours, ce qui clôturera le processus de ratification engagé par les 17 Etats membres de la zone euro. Il a annoncé que le conseil des gouverneurs du MES se réunirait le 8 octobre. Klaus Regling, qui dirigeait le Fonds européen de stabilité financière, devrait en prendre la direction... [Lire la suite](#)

Taxe sur les transactions financières: proposition franco-allemande



La France et l'Allemagne ont envoyé le 28 septembre 2012 à la Commission européenne des propositions communes au sujet d'une taxe sur les transactions financières impliquant au moins neuf pays de l'Union européenne, selon un communiqué du ministère allemand des Finances du même jour. Paris et Berlin appellent d'autres pays de l'Union européenne à participer au projet qui a besoin du soutien d'au moins neuf pays pour être mis en oeuvre. L'Italie, l'Espagne et l'Autriche figurent parmi les pays qui se sont déjà dit favorables à une telle taxe... [Lire la suite](#)

Espagne : Le PIB continue de baisser "à un rythme significatif"

La banque centrale d'Espagne a annoncé le 26 septembre 2012 dans son rapport mensuel sur l'économie que le produit intérieur brut de



L'Espagne continue de baisser "à un rythme significatif" au 3ème trimestre. La secrétaire d'Etat au Budget, Marta Fernández Currás a, en effet, indiqué le 25 septembre que l'Etat central espagnol avait accumulé un déficit de 50,13 milliards d'euros sur les huit premiers mois de 2012, soit 4,77% du PIB tout en assurant que "l'objectif budgétaire de 4,5% serait assuré"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Trois millions de chômeurs en France



Le 26 septembre 2012, Pôle emploi et la DARES ont publié les chiffres des demandeurs d'emploi concernant le mois d'août 2012. La nouvelle hausse constatée confirme la tendance observée depuis seize mois. +0,8% pour les demandeurs d'emploi en catégorie A (soit 23 900 demandeurs d'emploi sans activité supplémentaire) et +0,9% pour ceux des catégories A, B et C. Le seuil des 3 millions de demandeurs d'emploi sans activité en France métropolitaine et celui de 4,46 millions de ceux incluant une activité réduite (+40 800) ont été franchis... [Lire la suite](#)

Accord de la coalition gouvernementale sur les nouvelles mesures de rigueur



Le ministre grec des finances, Yannis Stournaras, a indiqué le 27 septembre 2012 que les trois partis de la coalition gouvernementale se sont mis d'accord "sur les principaux points" des nouvelles mesures de rigueur réclamées par la troïka (UE, BCE, FMI). L'ensemble des mesures attendues de la part d'Athènes doivent entraîner des économies de 11,5 milliards d'euros pour la période 2013-2014. Les représentants de la troïka sont attendus en Grèce pour donner leur aval sur cet accord qui leur sera présenté le 1er octobre, le jour même où sera présenté au Parlement l'avant projet de budget qui prévoit une sixième année de récession en 2013 avec une contraction de 4% du Produit intérieur brut... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

L'OCDE appelle l'Italie à poursuivre ses réformes



Dans un rapport publié le 24 septembre 2012, l'OCDE salue les réformes économiques engagées par l'Italie, estimant qu'elles pourraient augmenter de 4% le PIB du pays au cours de la prochaine décennie. Néanmoins, l'Organisation appelle le gouvernement italien à poursuivre ses efforts, affirmant que cela "pourrait avoir des retombées encore plus positives sur la croissance". Elle l'encourage notamment à s'attaquer à l'une des faiblesses majeures de l'Italie qui est sa compétitivité. Pour cela, elle recommande trois priorités : accroître la productivité, lier la hausse des salaires à celle de la productivité et alléger la charge fiscale sur les revenus du travail. Enfin, elle l'invite à mettre en oeuvre rapidement sa réforme de la législation du travail tout en prenant des mesures pour protéger les plus vulnérables face aux épreuves de la récession... [Lire la suite](#)

Le gouvernement portugais étudie des hausses d'impôts pour 2013



Le gouvernement portugais s'est réuni le 26 septembre 2012 pour étudier de nouvelles hausses d'impôts. Il a indiqué que "le gouvernement a commencé à élaborer sa proposition de budget pour 2013" qui sera présenté au Parlement avant le 15 octobre. Les hausses d'impôts doivent remplacer le projet annoncé le 7 septembre 2012 d'augmenter les cotisations sociales (annonce qui avait déclenché des vagues de protestations et de manifestations). Par ailleurs, le déficit budgétaire du Portugal s'est établi à 6,8% du PIB au premier semestre 2012, un chiffre que le pays sous assistance financière de l'UE et du FMI s'est engagé à ramener à 5% d'ici la fin de l'année, a annoncé le 28 septembre l'Institut national de statistiques (INE)... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Commission :

La Commission contre les pratiques de concurrence déloyale dans l'aviation

Le 27 septembre 2012, la Commission européenne a annoncé vouloir



se doter de moyens "efficaces" afin de protéger le secteur aérien européen face à la concurrence déloyale pratiquée par les pays émergents. Cette concurrence déloyale s'incarne via des subventions publiques, un manque de transparence sur les informations financières de ces compagnies et une discrimination quant aux règlements appliqués à l'encontre des compagnies européennes, ce qui fausse le marché international de l'aviation...
[Lire la suite](#)

L'UE insatisfaite des mesures américaines concernant Boeing



Le 25 septembre 2012, la Commission européenne a annoncé avoir déposé une demande de consultation auprès des Etats-Unis. Elle estime, en effet, que les mesures prises par le gouvernement américain à la demande de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) concernant les aides accordées à Boeing sont insuffisantes. Critiquant le manque d'informations fournies par les autorités américaines, les responsables européens ont, par ailleurs, jugé qu'elles n'avaient pas mis un terme à leur soutien à Boeing, et qu'elles n'avaient pas pris de mesures correctives pour les aides passées. Les États-Unis et l'Union européenne ont maintenant 15 jours pour résoudre bilatéralement ce différend... [Lire la suite](#)

Stimuler la productivité des entreprises et des administrations de l'UE grâce au e-cloud



Dans le cadre de la stratégie numérique, la Commission européenne a annoncé le 27 septembre 2012 de nouvelles mesures pour stimuler la productivité des entreprises et des administrations européennes grâce à l'informatique en nuage. Ces mesures permettront de créer 2,5 millions de nouveaux emplois en Europe et contribueront à hauteur de 160 milliards d'euros par an au PIB de l'UE (environ 1 %) d'ici à 2020. L'objectif de cette stratégie est d'étendre le cloud-computing ou "l'informatique en nuages" dans tous les secteurs d'économie. Le "cloud computing" désigne le stockage sur des serveurs distants de données (fichiers, images, vidéos) et de logiciels, qui peuvent être consultés et partagés à distance par les utilisateurs sur n'importe quel support (ordinateur, téléphone) du moment qu'ils ont accès au haut débit. Les données sont instantanément synchronisées... [Lire la suite](#)

La Commission donne un coup de pouce au secteur culturel et créatif



Le 26 septembre 2012, la Commission européenne a dévoilé sa nouvelle stratégie pour soutenir le secteur culturel et créatif, qui représente 4,5% du PIB européen et 8,5 millions d'emplois au sein de l'Union. La Commission espère ainsi rendre ce secteur plus compétitif et plus exportable. La Commission estime que ce coup de pouce aura des retombées positives dans les domaines de l'éducation, de l'industrie, du tourisme, du développement urbain et de l'aménagement du territoire. Un programme baptisé "Europe créative", doté d'une enveloppe de 1,8 milliards d'euros provenant de la politique de cohésion, soutiendra cette stratégie pour les années 2014-2020... [Lire la suite](#)

Sécurité des dispositifs médicaux



La Commission européenne a présenté le 26 septembre 2012 ses propositions pour accroître la fiabilité et la sécurité des dispositifs médicaux. Parmi les pistes retenues, la Commission souhaite renforcer le rôle des organismes d'évaluation indépendants mais également leur contrôle par les autorités de surveillance nationales. Elle insiste également sur la nécessité d'une plus grande coopération à l'échelle européenne et internationale. La responsabilité des producteurs et des intermédiaires doit aussi être renforcée, ainsi que la traçabilité des dispositifs médicaux. Enfin, les nouveaux textes préciseront le champ d'application en incluant notamment les logiciels médicaux et les implants à finalité esthétique. La réglementation devrait garantir la sécurité des patients, aider les professionnels de santé dans leurs missions et sécuriser l'activité des industriels... [Lire la suite](#)

Parlement :

Débat parlementaire sur le mécanisme de surveillance unique des banques européennes



Les députés européens ont été consultés le 26 septembre 2012 sur la mise en place prochaine du mécanisme de surveillance unique (MSU) des banques européennes, proposé par la Commission mi-septembre. Ils ont souligné que le calendrier présenté par la Commission était irréaliste (le mécanisme étant supposé être opérationnel en janvier 2013) et que le transfert de pouvoir au niveau européen devait être "équilibré". Selon eux, le Parlement européen devrait avoir des pouvoirs accrus grâce à des auditions, enquêtes, nomination du directeur et fixation du budget. Enfin, le point le plus problématique souligné par certains députés est le risque de fragmentation du marché unique européen dans le cas où il existerait différentes règles de supervision bancaires entre les États qui seront soumis au MSU et ceux qui n'y participeront pas... [Lire la suite](#)

Pour une régulation des places financières et de la spéculation



Le commission en charge des questions économiques et monétaires du Parlement européen a adopté à l'unanimité plusieurs amendements concernant la refonte de la directive et du règlement sur les marchés financiers (respectivement MiFiD et MiFiR). Ces amendements ont pour but de soumettre la vente de produits financiers structurés, dérivés et la vente d'obligations à des règles commerciales communes. Le ciblage des clients potentiels, ainsi que l'obligation de s'assurer l'absence de conflits d'intérêts entre l'institution commerciale et les produits vendus par celle-ci sont autant de conditions réclamées par le Parlement européen. Aussi, les députés ont fixé un seuil minimal de temps de détention de produits d'échanges et veulent introduire un mécanisme qui court-circuiterait les négociations de ces produits, au cas où le marché serait sous pression... [Lire la suite](#)

Conseil :

Conclusions du conseil Affaires générales



Le 24 septembre, les 27 ministres des affaires européennes ont débattu du prochain cadre financier pluriannuel (2014-2020). Ils se sont déclarés "satisfaits" du semestre européen pour cette année. Ce dernier suit de près les politiques économiques, budgétaires et sociales (notamment l'emploi) des États membres. Le Conseil voudrait par ailleurs adopter une stratégie commune quant à la problématique des Roms. La manière d'améliorer les règles de fonctionnement et de financement des partis politiques européens fut également à l'ordre du jour. Enfin, les ministres ont adopté de nouvelles mesures restrictives visant la Syrie, et autorisé la Commission à ouvrir des négociations avec la Croatie afin de réajuster les Accords internationaux entre celles-ci, les États membres et l'Union européenne... [Lire la suite](#)

Réforme de la politique agricole commune et de la politique commune de pêche



Le 24 septembre 2012, les 27 ministres de l'agriculture ont discuté de la réforme de la politique agricole commune. Les débats ont porté principalement sur une proposition de règlement visant à soutenir le développement rural. Les ministres ont également discuté d'une autre proposition de règlement destinée à établir une organisation commune des marchés des produits agricoles. En ce qui concerne la politique commune de pêche, les ministres ont débattu de la mise en place du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, insistant sur le besoin de simplification des procédures et de modernisation de la flotte. Ils ont critiqué le récent protocole sur la pêche signé par la Commission avec la Mauritanie, ainsi que les quotas excessifs de maquereaux prélevés par l'Islande et les îles Féroé dans l'Atlantique nord... [Lire la suite](#)

Réunion informelle des 27 ministres de la Défense



Le 27 septembre 2012, les 27 ministres de la Défense se sont dits satisfaits des objectifs accomplis des diverses missions de l'Union à l'extérieur de son territoire, dans le cadre de la Politique de Sécurité et de Défense Commune (PSDC). Ils ont également discuté de la situation

en Syrie, excluant à l'heure actuelle une quelconque intervention militaire, et de la situation au Mali. Enfin, les ministres ont discuté de la manière de développer des capacités militaires communes, en soulignant que la mutualisation et le partage des ressources devaient être un principe plus systématique à l'avenir. L'adoption d'un code de conduite volontaire, tel que prôné par l'Agence Européenne de Défense, a été plébiscité... [Lire la suite](#)

Cour :

Les Etats ont des responsabilités à l'égard des demandeurs d'asile



Un pays de l'Union européenne voyant arriver sur son territoire un demandeur d'asile doit lui garantir les conditions matérielles nécessaires pour bénéficier d'un niveau de vie digne, a tranché le 27 septembre 2012 la Cour européenne de justice (CEJ). Cette obligation s'impose même si cet Etat prévoit de transférer le demandeur vers un autre pays de l'UE, comme le lui permet la législation européenne en matière d'asile, a souligné la Cour. La Cour de Luxembourg se prononçait dans une affaire opposant l'Etat français à deux organisations françaises responsables des réfugiés, la Cimade et le Gisti... [Lire la suite](#)

Allemagne :

L'Allemagne s'attaque au trading à haute fréquence



Le gouvernement allemand a adopté le 26 septembre 2012 un projet de loi pour réguler les transactions boursières à haute fréquence accusées d'accroître la nervosité des marchés et d'encourager la spéculation. Il devrait être présenté au Bundestag à la fin de l'année pour une adoption au plus tard, en février 2013. L'Allemagne prend une longueur d'avance sur ses voisins européens qui tardent trop, selon elle, à prendre des mesures de régulation sur ce dossier... [Lire la suite](#)

Angela Merkel honore Helmut Kohl



Le 27 septembre 2012, Angela Merkel a honoré à Berlin Helmut Kohl comme le chancelier de la réunification allemande et comme grand Européen, à l'occasion du 30ème anniversaire de l'arrivée au pouvoir de son prédécesseur. "Pour notre bonheur, nous Européens, nous sommes unis, et une grande part de ce bonheur nous la devons à Helmut Kohl", a déclaré Mme Merkel. Helmut Kohl, 82 ans, a parlé quelques minutes et notamment déclaré: "L'Europe ne doit plus jamais connaître la guerre", en ajoutant: "Nous voulons continuer à faire l'unité de l'Europe". C'est le 1er octobre 1982 qu'Helmut Kohl a inauguré un règne de 16 années, au cours duquel l'Allemagne a retrouvé son unité et est entrée dans l'euro. Européen convaincu, Helmut Kohl est élevé en 1998 au rang de citoyen d'honneur de l'Union européenne... [Lire la suite](#)

Le SPD choisit Peer Steinbrück comme candidat pour affronter Angela Merkel



L'ancien ministre des Finances en Allemagne, Peer Steinbrück, a été choisi pour être le candidat du parti social-démocrate (SPD) contre la chancelière Angela Merkel aux élections législatives en automne 2013, a annoncé le 28 septembre 2012 le président du parti, Sigmar Gabriel. Peer Steinbrück, économiste et ancré dans l'aile droite du parti, avait été ministre des Finances dans la "grande coalition" conservateurs/sociaux-démocrate de 2005 à 2009 dirigée par Mme Merkel... [Lire la suite](#)

Espagne :

Les banques espagnoles pourraient demander 40 milliards d'euros à la zone euro



L'Espagne a estimé le 28 septembre 2012 que ses banques pourraient demander 40 milliards d'euros à la zone euro. L'audit, supervisé par le cabinet américain Oliver Wyman, a révélé des besoins de 59,3 milliards d'euros, une somme qui descend à 53,7 milliards si l'on tient compte des processus de fusion en cours et de certains effets fiscaux. Mais le chèque que signera la zone euro devrait être bien moindre: "cette aide pourrait être

significativement inférieure" aux besoins identifiés, car une partie de l'argent pourra être trouvée via d'autres biais, comme des cessions d'actifs, ont assuré le ministère de l'économie et la Banque d'Espagne. "Nous parlerions d'un chiffre d'environ 40 milliards d'euros", a précisé le secrétaire d'Etat à l'économie Fernando Jiménez Latorre en conférence de presse... [Lire la suite](#)

Un budget 2013 austère et un nouveau plan de réformes



Le gouvernement espagnol a approuvé le 27 septembre 2012, en conseil des ministres, un budget 2013 marqué par l'austérité, avec l'objectif de récupérer 39 milliards d'euros, pour couper le déficit public en deux (de 8,9% du PIB en 2011 à 4,5% en 2013). La dette publique de l'Espagne grimpera à 85,3% du PIB fin 2012, puis 90,5% en 2013, selon le projet de budget 2013 présenté le 29 septembre au Parlement. Le gouvernement a également adopté un nouveau plan de réformes créant une "autorité budgétaire indépendante" pour contrôler ses comptes. Le ministre du budget espagnol, Christobal Montoro, a annoncé qu'il maintenait sa prévision d'un recul du PIB de l'Espagne de 0,5% en 2013 et que le déficit public du pays en 2011, initialement évalué à 8,96% du PIB, serait révisé à 9,44%, puis atteindrait 7,4% en 2012, contre 6,3% promis à ses partenaires européens... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

France :

France : projet de loi de finances pour 2013



Le 28 septembre 2012, le ministre français de l'Economie et des Finances, Pierre Moscovici, a présenté en conseil des ministres le projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017 et le projet de loi de finances pour 2013. Bâti sur une prévision de croissance de 0,8% en 2013, ce budget de rigueur augmente les impôts de 20 milliards d'euros (ménages et entreprises) et réduit les dépenses de l'Etat de 10 milliards afin de ramener le déficit public de 4,5% du PIB à 3% fin 2013. Le budget de la Sécurité sociale, présenté le 1er octobre, table sur un déficit d'environ 11 milliards d'euros du régime général l'année prochaine contre un peu plus de 13 milliards cette année. À la recherche de nouvelles ressources, le gouvernement a décidé d'instaurer un prélèvement de 0,15 % sur les pensions des retraités imposables en 2013... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Luxembourg :

Jean-Claude Juncker appelle la Russie et l'UE à intensifier leur coopération



Le 25 septembre 2012, dans le cadre d'une rencontre avec le président russe Vladimir Poutine, le patron de l'Eurogroupe et le Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker a appelé la Russie et l'Union européenne à intensifier leur coopération malgré leurs désaccords. Le Kremlin a vivement réagi à l'ouverture d'une enquête de l'Union contre Gazprom soupçonné de pratiques anticoncurrentielles dans plusieurs pays d'Europe centrale et orientale qui sont fortement dépendants des livraisons de gaz russe. De son côté, le 25 septembre 2012, le Parlement européen a annoncé que les trois jeunes femmes du groupe Pussy Riot condamnées par le gouvernement russe à deux ans de camp pour une action anti-Poutine dans une cathédrale de Moscou figurent parmi les cinq nominés pour recevoir le Prix Sakharov pour la liberté d'expression... [Lire la suite](#)

Défense :

Tribune commune des deux présidents exécutifs d'EADS et BAE systems



Dans une tribune conjointe, Ian King, président exécutif de BAE Systems et Tom Enders, président exécutif d'EADS, ont expliqué leur volonté de fusion des deux géants industriels européens. Plus qu'une question d'économies d'échelle, ce rapprochement permettrait à la nouvelle entité d'avoir une base internationale et une clientèle plus larges. Les économies réalisées permettraient par ailleurs d'investir davantage encore dans la recherche et dans le développement. Ils proposent également un changement au niveau de l'actionnariat, afin que tous les actionnaires aient les mêmes droits. Le soutien des gouvernements concernés sera nécessaire pour mener à bien ce projet... [Lire la suite](#)

Conseil de l'Europe :

Les élections ukrainiennes sous la surveillance du Conseil de l'Europe



Une délégation pré-électorale de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), composée de 7 membres, s'est rendue à Kiev pour une visite de deux jours les 20 et 21 septembre 2012. Elle a préconisé un certain nombre de mesures pour que le 28 octobre prochain, les électeurs se voient offrir de véritables alternatives et pour qu'ils puissent faire leur choix librement, conformément aux engagements de l'Ukraine envers le Conseil de l'Europe. Elle a notamment appelé au renforcement du pluralisme des médias en période préélectorale. Elle s'est aussi dit très préoccupée quant au procès et à la détention de deux leaders de l'opposition, Ioulia Timochenko et Iouri Loutsenko... [Lire la suite](#)

ONU :

67e Assemblée générale de l'ONU



Du 25 septembre au 1er octobre 2012, l'ONU a tenu sa 67e session annuelle de l'Assemblée générale. Le président de cette Assemblée, le Serbe Vuk Jeremic, l'a placée sous le signe de "l'ajustement ou le règlement pacifique des situations et différends internationaux". Parmi les sujets les plus saillants abordés figurent le conflit en Syrie, la stabilité en Afrique, avec notamment le cas du Sahel et de la province congolaise du Nord-Kivu, les révolutions arabes et la consolidation des nouvelles démocraties ainsi que le conflit israélo-palestinien et les tensions autour du nucléaire iranien. D'autres thèmes d'importance ont été également évoqués tels que la lutte contre les stupéfiants en Amérique latine, les défis du développement et du développement durable, les préoccupations des petits Etats insulaires ainsi que les questions de sécurité internationale... [Lire la suite](#)

Eurostat :

Inflation de la zone euro à 2,7%



Selon un communiqué Eurostat du 28 septembre 2012, l'inflation au mois de septembre s'est élevée à 2,7% dans la zone euro, contre 2,6% au mois d'août. La hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation en est la principale cause... [Lire la suite](#)

Le taux de chômage dans la zone euro à 11,4%



Le taux de chômage de la zone euro s'est établi à 11,4% de la population active en août, comme le mois précédent pour lequel le chiffre a été révisé à la hausse, a indiqué le 1er octobre l'office européen de statistiques Eurostat. Il s'agit d'un niveau record. 18,199 millions de personnes étaient au chômage dans la zone euro en août, soit 34.000 de plus en un mois... [Lire la suite](#)

Eurobaromètre :

Les activités spatiales de l'UE bien connues des citoyens européens



Selon une étude publiée par Eurobaromètre le 25 septembre 2012, les citoyens européens sont de mieux en mieux informés de l'activité spatiale de l'Union européenne et davantage convaincus de son utilité. 57% ont entendu parler de Galileo et 38% du GMES (Global Monitoring for Environment and Security, le système d'observation de l'UE). Trois quarts des sondés estiment que cette politique spatiale peut avoir des retombées bénéfiques en termes de compétitivité, d'emploi et de croissance. Une proportion similaire estime que l'Union européenne doit développer les applications correspondantes dans les domaines de la surveillance climatique, de la gestion de crise, de l'environnement et du transport. Une inquiétude largement répandue est la multiplication des débris spatiaux... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Etudes/Rapports :

L'ajustement de l'emploi pendant la crise



Le centre d'analyse stratégique (CAS) a récemment publié une note d'analyse sur les effets de la crise sur l'emploi. Cette note étudie l'emploi dans huit grands pays industrialisés (Allemagne, Espagne, France, Italie, Royaume-Uni, Danemark, Suède et Etats-Unis) et dans trois secteurs de référence (secteur marchand non-agricole, secteur manufacturier et secteur de la construction) afin de mieux comprendre les dynamiques de l'emploi qui s'est ajusté au choc d'activité selon différentes modalités... [Lire la suite](#)

L'UE et la gestion des conflits



Le Finnish Institute for International Affairs (FIIA) a publié le 27 septembre 2012 une étude intitulée "Towards efficient early action", qui s'interroge sur les moyens dont l'Union européenne dispose pour prévenir et gérer les conflits depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne. L'auteur revient sur la qualité des outils créés en la matière par ce traité, en évoquant notamment les nouveaux outils de dialogue et de médiation des conflits... [Lire la suite](#)

Rapport sur les déséquilibres du commerce externe de la zone euro



Trois économistes du FMI, Ruo Chen, Gian-Maria Milesi-Ferretti et Thierry Tresselt, ont publié le 28 septembre 2012 un rapport sur les déséquilibres commerciaux externes de la zone euro. Dans ce rapport, ils analysent la place des facteurs internes à la zone euro et des chocs du commerce extérieur dans ces déséquilibres extérieurs. Selon eux, la diminution de la compétitivité à l'exportation de certains pays de la zone euro ainsi que le développement du commerce asymétrique ont une incidence majeure sur ces déséquilibres commerciaux notamment vis-à-vis de la Chine, des pays d'Europe centrale et orientale et des pays pétroliers... [Lire la suite](#)

Culture :

Camille Corot : la nature et le rêve



La Staatliche Kuntshalle de Karlsruhe propose une exposition jusqu'au 6 janvier 2013 sur le peintre français Camille Corot (1796-1875). Les 180 oeuvres présentées permettront aux visiteurs de découvrir l'évolution du style de l'artiste. De ses premières esquisses à l'huile qui révèlent sa formation classique, aux paysages d'inspiration romantique et réaliste, les amateurs d'art seront sensibles à la modernité qui se manifeste à travers de chacun de ses coups de pinceau. Une modernité qui se retrouve dans une collection moins connue de dessins et d'estampes où les plus avisés retrouveront la frénésie artistique de ce peintre de talent qui se situe toujours entre tradition et influence romantique... [Lire la suite](#)

Le Musée Van Gogh expose temporairement à l'Hermitage



Pour cause de travaux, le Musée Van Gogh d'Amsterdam expose temporairement à l'Hermitage, du 29 septembre 2012 au 25 avril 2013. La collection permanente du musée est exposée sous un nouvel angle. 75 peintures, des lettres sélectionnées, des objets et des travaux sur papier permettront aux visiteurs de suivre Vincent Van Gogh dans sa quête personnelle pour une identité artistique... [Lire la suite](#)

L'âme du Maître : dessins anversois de Rubens à Panamarenko.



Le musée Plantin-Moretus d'Anvers propose une exposition sur le peintre belge Rubens (1577-1640), qui est surtout connu pour ses portraits. Cette exposition unique rassemble des croquis et dessins de maîtres anciens et d'oeuvres plus contemporaines. Les visiteurs pourront ainsi découvrir, au travers des siècles, des évolutions ou liens thématiques voire stylistiques entre les dessins présentés. Au coeur de cette présentation, les dessins de Rubens sont le reflet d'une impression, d'une pose ou d'une émotion. Ils rendent compte d'une intimité qui se crée entre le papier et le

dessinateur où les lignes de composition deviennent l'empreinte de l'âme du maître. L'exposition est ouverte jusqu'au 16 décembre 2012... [Lire la suite](#)

Réouverture de l'atelier de Klimt



vie... [Lire la suite](#)

Vermeer, le siècle d'or de l'art hollandais



Les Ecuries du Quirinal de Rome proposent une exposition jusqu'au 20 janvier 2013 sur Johannes Vermeer, le plus grand représentant de la peinture hollandaise du XVIIe siècle. Une cinquantaine d'oeuvres de l'artiste et de ses contemporains tels que Gerard ter Borch, Gerrit Dou ou Carel Fabritius, sont présentées. Le réalisme qui se retrouve dans le style de ces maîtres de l'art hollandais reflète la culture de la classe moyenne de l'époque... [Lire la suite](#)

L'Agenda :



1er octobre
Elections législatives en Géorgie



4 octobre
Conseil "Emploi, politique sociale, santé et consommateurs"
Ljubljana
Réunion du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne



5 et 6 octobre
Malte
Forum euro-méditerranéen (Dialogue 5+5 entre les deux rives de la Méditerranée)
Bruxelles
Réunion informelle des ministres de l'Education



8 octobre
Luxembourg
Réunion des ministres des Finances de la zone euro
Nicosie
Réunion ministérielle informelle sur la politique maritime intégrée de l'UE

La Lettre est également disponible dans les versions suivantes :



J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

Les rédacteurs de la Lettre :

Inga Groth, Pauline Massis Desmarest, Pierre Thibaudat ;
Audrey Gahéry, Louis Hancisse, Pierre-Yves Luminet, Gaudérique Traub, Laurène Vernet

Rédacteur en chef : Pauline Massis Desmarest

Directeur de la publication : Pascale Joannin

Contact / suggestion
info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? {LINK}